

Schuman Paper
n°840
22 juin 2026

Nando PAGNONCELLI

Européens entre confiance et demande de protection : le paradoxe d'une Union « nécessaire mais lointaine »

Cette analyse d'Ipsos, à partir des données de la [vague de printemps 2026 de l'Eurobaromètre](#), dresse le portrait d'une Europe qui, face à des chocs prolongés – pandémie, guerre en Ukraine, instabilité au Moyen-Orient, hausse des prix – est vue comme un ancrage. La confiance moyenne dans l'Union européenne est en hausse et l'adhésion à l'euro demeure à son plus haut niveau de ces dernières années. Mais le tableau n'est pas linéaire : coexistent une demande accrue d'Europe sur la sécurité, l'énergie, la santé et la migration, et la perception persistante d'une Union bureaucratique, qui gaspille l'argent et peine à contrôler ses frontières. C'est une relation « chaud-froid » : on la veut plus forte là où c'est nécessaire ; on la critique lorsqu'elle ne satisfait pas des attentes immédiates ou lorsque ses décisions paraissent lointaines.

1 - CONFIANCE EN HAUSSE, MAIS POLARISÉE SELON LES PAYS : LE CAS DE LA FRANCE

Le constat de fond est clair : la confiance des Européens dans l'Union augmente. En moyenne, ceux qui ont « plutôt confiance » dépassent ceux qui n'ont « plutôt pas confiance », indiquant un solde positif par rapport aux semestres précédents. Toutefois, le détail par pays révèle une Europe à plusieurs vitesses. Là où les contextes politico-économiques sont relativement stables et où l'Union européenne est perçue comme un bouclier (géopolitique, énergétique, réglementaire), la confiance l'emporte nettement. Ailleurs, domine le récit public de l'Europe comme « contrainte » ou « bureaucratie ».

Dans ce cadre, la France frappe les esprits : un pays fondateur du projet européen qui, dans les derniers relevés, affiche des niveaux de confiance inférieurs à la moyenne européenne. C'est significatif, car cela dément l'idée que le scepticisme serait l'apanage des seuls pays « périphériques » ou « méditerranéens » en difficulté : ici pèse un enchevêtrement de facteurs – attentes élevées envers l'Union, tensions sociales internes, polarisation politique – qui alimente le sentiment d'une « Europe exigeante mais peu présente ». Le message politique peut avoir de graves conséquences : si une grande démocratie fondatrice peine à se reconnaître dans la « valeur ajoutée » de l'Union, l'ensemble du récit européen souffre d'un problème de proximité et de perception des résultats.

2 - CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : LE « OUI, MAIS PAS FRANCHEMENT »

Sur la question identitaire, le tableau est cohérent avec cette ambivalence. La part de ceux qui se sentent citoyens de l'Union demeure large, mais ceux qui déclarent « oui, je me sens tout à fait citoyen européen » sont minoritaires presque partout, tandis que dominant ceux qui répondent « oui, en bonne partie ». Le lien affectif avec l'Union est plus souvent « assez », plus rarement « beaucoup ». Et lorsqu'on demande si « sa voix est entendue en Europe », la part de convaincus reste limitée. L'Europe, donc, existe et est utile, mais elle est perçue comme distante dans les moments où le citoyen cherche reconnaissance, écoute et rapidité.

Européens entre confiance et demande de protection : le paradoxe d'une Union « nécessaire mais lointaine »

Pourtant, les Européens savent ce qui les unit : à la question de savoir ce qui crée une communauté européenne, arrivent en tête « la démocratie et l'État de droit » (26 %) et la « culture » (24 %), suivies par les « valeurs » (22 %), « l'histoire » (21 %) et « l'économie » (21 %). C'est une indication précieuse pour construire un nouveau mythe fondateur : l'Europe n'est pas seulement la somme d'intérêts matériels, mais le récit cohérent de principes, d'histoire et de créativité partagés.

3 - UNE DEMANDE D'EUROPE EST EXPLICITE ET PRAGMATIQUE

La partie la plus nette de l'enquête concerne ce que les citoyens demandent à l'Union européenne. Les priorités au niveau européen pour les cinq prochaines années sont les suivantes :

- Sécurité et défense (36 %)
- Économie/compétitivité (29 %)
- Santé (23 %)
- Migration (22%)
- Climat et environnement (22 %)
- Emploi (22 %)

Le tableau est confirmé par les postes de dépenses du budget européen que les citoyens considèrent prioritaires :

- Défense et sécurité (39 %)
- Immigration (24 %)
- Climat/environnement (23 %)
- Agriculture et développement rural (23 %)
- Infrastructures de transport et d'énergie (21%)

Malgré une attitude tiède à l'égard de l'Europe, les citoyens européens souhaiteraient des politiques communes sur divers thèmes :

- Politique de sécurité et de défense commune (81 %)
- Accords commerciaux avec les normes sociales et environnementales les plus élevées (81 %)
- Politique commerciale commune (77 %) et politique étrangère commune (75 %)
- Politique énergétique commune (75 %)

- Union économique et monétaire avec l'euro (74 %)
- Marché unique numérique (71 %)
- Politique commune en matière d'immigration (71 %)
- Politique de santé commune (68 %)

Il s'agit d'une attitude rassurante, à un moment où les forces politiques « souverainistes » semblent bénéficier dans plusieurs pays d'un soutien en hausse. Les données décrivent en effet une opinion publique européenne qui demande plus d'intégration précisément là où les États, pris isolément, sont structurellement moins efficaces (défense, énergie, migration, santé), avec la conscience que, sur de nombreux problèmes (pas seulement transfrontaliers), la « souveraineté utile » s'exerce mieux ensemble.

Parallèlement, la liste des préoccupations immédiates (les « défis pour l'Europe ») est dominée par :

- Conflit au Moyen-Orient (25 %)
- Situation internationale (23 %)
- Guerre en Ukraine (20 %)
- Coût de la vie (17 %)
- Sécurité et défense (15 %)
- Approvisionnement énergétique (15 %)
- Immigration (14 %)
- Climat (8 %)

La demande d'Europe est donc sélective et concrète : défense, énergie, migration, santé, compétitivité. C'est un agenda de « protection des libertés » dans un monde plus complexe.

4 - POURQUOI LES ASPECTS NÉGATIFS DOMINENT-ILS LE RÉCIT ?

Trois mécanismes expliquent le paradoxe entre des avantages souvent « invisibles » et des critiques très visibles.

- Biais de visibilité : les bénéfices européens sont diffus, quotidiens et tenus pour acquis (libre circulation, protection des consommateurs, normes environnementales, etc.) ; les coûts ou contraintes sont concentrés et font l'actualité (procédure d'infraction, règles relatives aux budgets nationaux, critères et

délais d'allocation des fonds). Ce qui fait du bruit l'emporte sur ce qui fait système.

- Attribution sélective et défausse : quand ça va bien, le mérite est national/local ; quand ça va mal, « c'est la faute de Bruxelles ». C'est une dynamique visant à obtenir du soutien dans son propre pays de la part d'acteurs politiques en difficulté ou sous pression, qui a un impact négatif sur la légitimation européenne.

- Distance procédurale : l'Union européenne décide au terme de processus longs et multi-niveaux. Sans « visage » ni délais perçus comme rapides, la légitimité de résultat (output) peine à compenser la perception d'une faible légitimité d'entrée (input), c'est-à-dire la perception d'une faible voix au chapitre pour chaque pays.

5 - QUEL NOUVEAU MYTHE FONDATEUR PEUT « RÉCHAUFFER LES CŒURS » ?

Il apparaît clairement que l'Europe doit se donner pour objectif de se raconter autrement pour être perçue comme plus proche des citoyens, capable de traduire le projet en sentiment, comme l'a dit Bono, le leader de U2, en 2018.

Les « trois P » historiques – paix, protection, prospérité – ne sont pas dépassés : ils doivent être traduits à l'ère de la compétition entre puissances et de la double transition, verte et numérique. Les données suggèrent un mythe qui unisse sécurité, liberté et durabilité.

Il est toutefois nécessaire de réfléchir à ce que pourrait être l'idée directrice du nouveau récit, par exemple l'Europe comme communauté qui protège les libertés (de circuler, d'entreprendre, d'expression) en les rendant résilientes dans un monde instable, et qui les transmet intactes aux prochaines générations grâce à la transition verte et à l'innovation. Ce sont des thèmes cohérents avec ce qui ressort de l'Eurobaromètre :

- Paix, démocratie et État de droit : les citoyens les indiquent comme premiers « ciments » identitaires. La défense commune vise à préserver la paix, non à militariser l'Union.

- Sécurité et défense communes : en tête des priorités et des dépenses souhaitées.
- Souveraineté énergétique propre : l'énergie comme sécurité économique et géopolitique, conjuguée au climat/environnement.
- Bien-être juste et compétitif : une économie qui innove et crée des emplois de qualité.
- Prendre soin : santé commune et gestion humaine et efficace des migrations, comme expression concrète de la solidarité européenne.

Une synthèse formulable en trois « C » :

- Conserver les libertés (paix, droits, État de droit).
- « Capaciter » les personnes (santé, éducation, emploi, mobilité).
- Convertir notre modèle (énergie, climat, numérique) pour prospérer sans laisser personne de côté.

6 - COMMENT « RACONTER » L'EUROPE POUR QUE LES AVANTAGES L'EMPORTENT SUR LES INCONVÉNIENTS

Il faut des propositions opérationnelles, mesurables et proches de la vie quotidienne, en traduisant les principes en expérience concrète. Les actions pourraient être multiples. Par exemple :

- Pour chaque nouvelle mesure européenne, indiquer clairement les délais, les bénéfices, les protections pour le citoyen ou l'entreprise, avec des exemples concrets du quotidien.
- Identification et traçabilité des fonds. On peut imaginer un « label UE » visible sur les ouvrages, services et projets ; des cartes publiques mises à jour des chantiers et des résultats ; des compteurs en temps réel des bénéfices locaux (kilométrage de réseau rénové, nombre d'étudiants en mobilité ou d'entreprises exportatrices soutenues, etc.).
- Responsabilité partagée, mais aussi mérite partagé : pour chaque résultat important, communication conjointe Union européenne-gouvernement national-régions-maires. Pour chaque retard, plan de rattrapage avec le nom du responsable et des échéances.

Européens entre confiance et demande de protection : le paradoxe d'une Union « nécessaire mais lointaine »

- Communication avec les citoyens comme levier stratégique : écoute, participation et retour (« nous avons changé cela (X) parce que vous nous avez dit ceci (Y) »).
 - Simplification mesurable : par exemple des objectifs de réduction des délais et des charges documentaires pour accéder aux fonds ; guichet unique numérique de l'Union pour les PME et le tiers secteur ; indicateurs publics « jours gagnés » par dossier.
 - Création d'« ambassadeurs de proximité » : réseaux d'écoles, médecins, chambres de commerce, tiers secteur, comme « raconteurs » de la valeur européenne, avec des kits simples, des données locales, des micro-événements périodiques.
 - Visibilité du « dividende européen » avec un compte-rendu annuel personnalisé « Votre année avec l'Union » : droits exercés, économies estimées, opportunités activées sur votre territoire.
- La demande d'Europe est forte et concrète : les citoyens veulent plus d'Union surtout là où les défis dépassent les frontières, et sont prêts à la soutenir s'ils y voient protection des libertés et opportunités.
 - Le nouveau mythe fondateur ne naît pas d'un slogan, mais de l'alignement entre des valeurs qui unissent (paix, démocratie, État de droit, culture) et des politiques qui protègent et habilitent (défense commune, souveraineté énergétique propre, santé, gestion ordonnée des migrations, compétitivité durable).

Si l'Union européenne sait se raconter comme une « maison des libertés sûres » – protégeant ses citoyens et rendant leurs libertés plus fortes, non plus fragiles – la défiance pourra diminuer. Et l'ambivalence des Européens à son égard, qui peut être un obstacle, deviendra un élan : celui d'un continent qui, fidèle à sa devise « *in varietate concordia* », lorsqu'il est mis à l'épreuve, retrouve sa raison d'être dans la promesse tenue de paix, de protection et de prospérité, mise à jour pour le siècle de la résilience et de la durabilité.

La dernière enquête de l'Eurobaromètre nous livre trois messages politiques clairs.

- La confiance moyenne dans l'Union européenne progresse, mais elle est fragile et très inégale : le recul significatif de la confiance enregistré en France n'est pas un détail, c'est un avertissement sur la centralité de la reconnaissance et des résultats.

Nando Pagnoncelli

Président d'Ipsos Italie, membre du Conseil
d'administration de la Fondation Robert Schuman

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

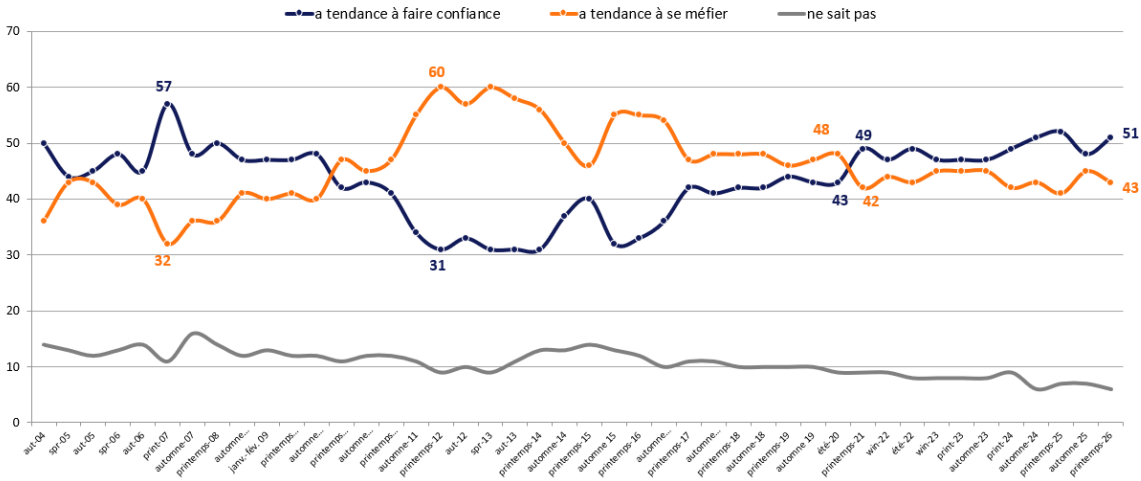
Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

La confiance des Européens dans l'UE augmente

J'aimerais vous poser une question sur le niveau de confiance que vous accordez à certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, dites-moi si vous avez tendance à leur faire confiance ou non - UNION EUROPÉENNE



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

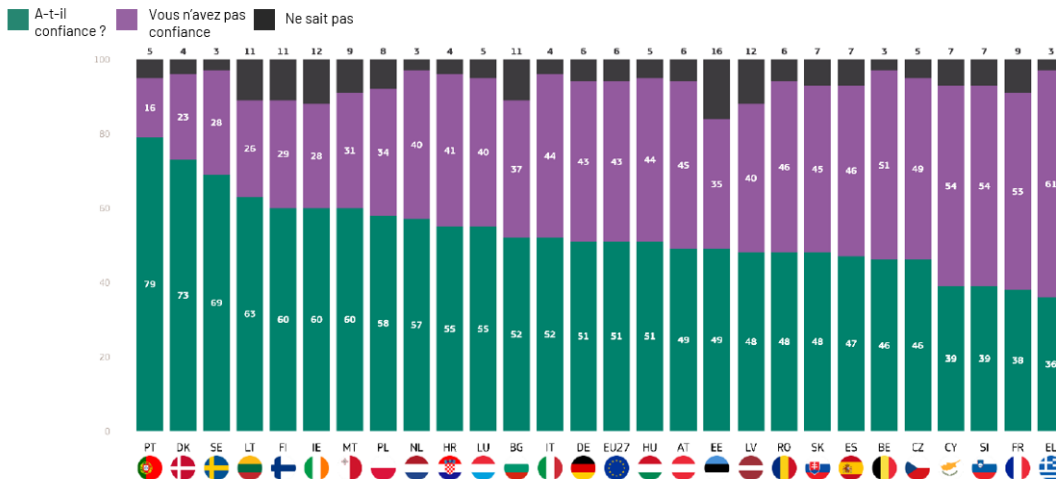
2

Source : Eurobaromètre



La confiance dans l'Union européenne : le détail par pays

J'aimerais vous poser une question sur le niveau de confiance que vous accordez à certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, dites-moi si vous avez tendance à leur faire confiance ou non - UNION EUROPÉENNE



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

3

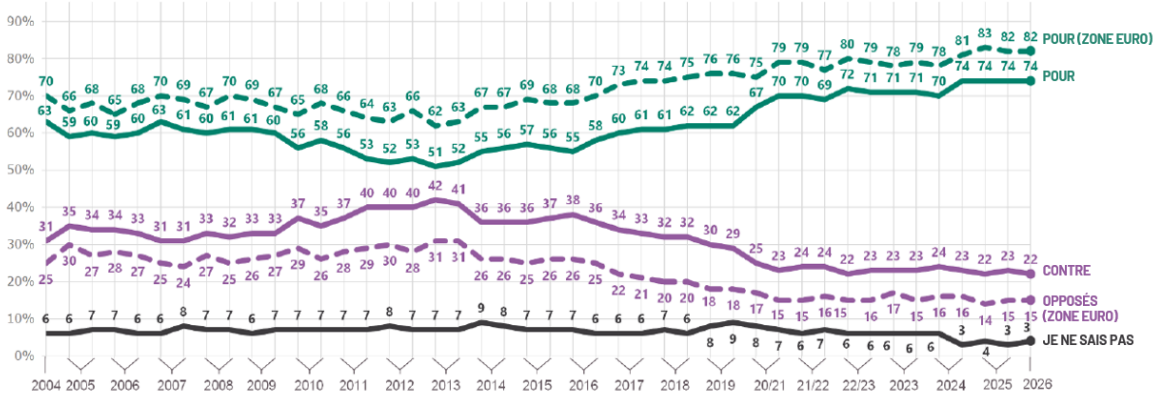
Source : Eurobaromètre



6

Le taux de satisfaction à l'égard de l'euro reste à son plus haut niveau depuis plusieurs années

Êtes-vous pour ou contre l'union monétaire et la monnaie unique ?



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

4

Source : Eurobaromètre Ipsos Doxa

Les valeurs que le Parlement européen doit défendre

Selon vous, parmi les valeurs suivantes, lesquelles le Parlement européen devrait-il défendre en priorité ? En premier lieu ? Et ensuite ?



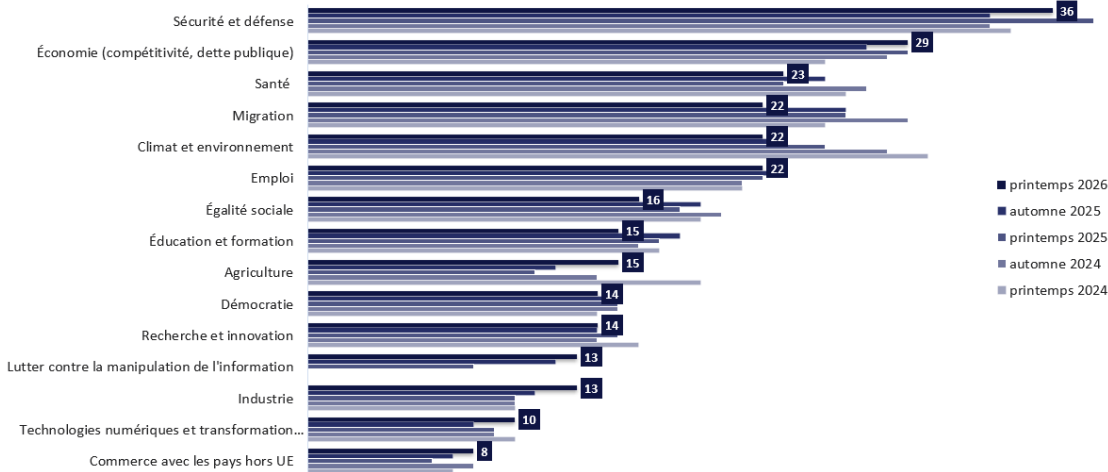
© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

5

Source : Eurobaromètre Réponses multiples possibles (3 réponses maximum) Ipsos Doxa

Les priorités des citoyens au niveau européen

Selon vous, dans lequel des domaines suivants l'UE devrait-elle prendre des mesures à moyen terme, c'est-à-dire au cours des cinq prochaines années ? En premier lieu ? Et ensuite ?



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

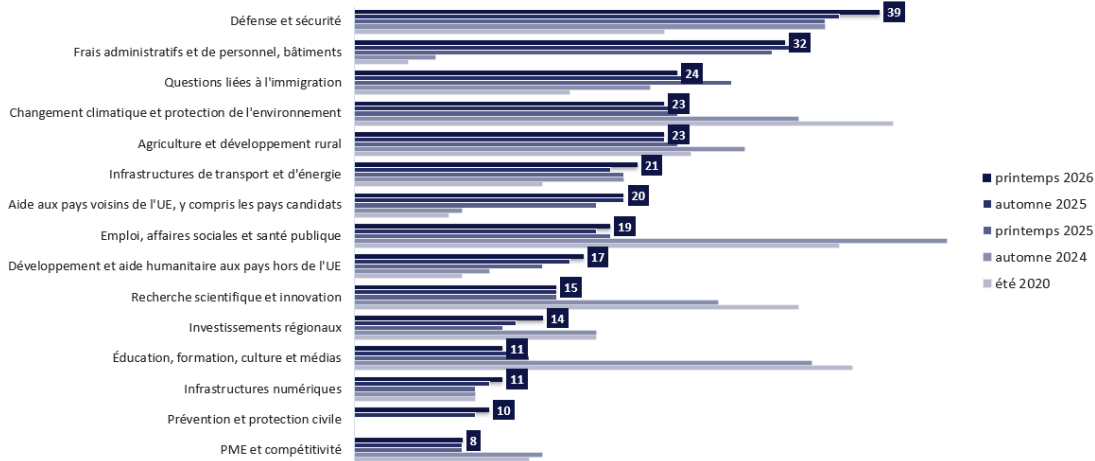
6

Source : Eurobaromètre
Réponses multiples possibles (3 réponses maximum)



Les domaines d'investissement européens prioritaires pour les citoyens

Et dans quels domaines parmi les suivants souhaiteriez-vous que le budget de l'UE soit dépensé ? En premier lieu ? Et ensuite ?



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

7

Source : Eurobaromètre
Réponses multiples possibles (3 réponses maximum)



Les domaines d'investissement européens prioritaires pour les citoyens

Et dans quels domaines parmi les suivants souhaiteriez-vous que le budget de l'UE soit dépensé ? En premier lieu ? Et ensuite ?

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	
Défense et sécurité	39	45	37	40	48	41	44	34	37	33	43	35	36	48	48	56	46	35	36	51	30	42	21	33	43	33	43	42
Frais administratifs et de personnel, bâtiments	32	27	31	20	29	50	21	23	46	38	20	26	35	28	19	19	35	15	33	22	31	22	30	17	34	30	35	30
Questions liées à l'immigration	24	26	27	32	13	28	21	31	42	18	18	33	28	43	23	26	25	34	27	30	22	20	19	22	24	31	18	13
Changement climatique et protection de l'environnement	23	21	21	28	30	23	35	27	30	18	23	23	20	15	18	18	16	21	18	35	30	23	22	15	19	25	27	25
Agriculture et développement rural	23	21	17	20	54	28	17	24	14	12	26	19	14	17	17	20	23	24	15	39	32	22	17	20	21	16	37	39
Infrastructures de transport et d'énergie	21	19	25	21	21	19	28	26	29	23	18	22	22	16	15	24	20	18	17	18	24	17	20	20	23	20	30	32
Aide aux pays voisins de l'UE, y compris les pays candidats	20	19	17	19	17	23	25	18	22	19	19	30	15	20	16	19	20	28	17	21	30	16	30	23	18	31	12	22
Emploi, affaires sociales et santé publique	19	23	18	13	15	16	12	26	12	27	17	23	19	19	12	22	18	21	33	21	28	20	20	19	19	19	19	15
Développement et aide humanitaire aux pays hors de l'UE	17	14	15	18	19	18	17	17	12	16	13	22	18	13	13	12	12	23	12	19	25	16	19	18	14	20	8	15
Recherche scientifique et innovation	15	18	16	16	14	9	7	12	17	11	17	15	27	18	7	10	14	16	15	13	17	10	10	12	10	17	11	13
Investissements régionaux	14	18	15	15	28	10	14	19	16	12	9	19	14	9	11	9	15	13	37	21	23	14	8	17	11	20	34	37
Éducation, formation, culture et médias	11	13	11	9	8	4	10	17	11	16	13	16	15	16	12	11	13	13	24	10	11	8	11	17	8	11	3	6
Infrastructures numériques	11	12	12	13	7	10	12	12	22	7	6	14	15	9	10	8	9	12	13	10	16	11	11	13	10	15	10	7
Prévention et protection civile	10	9	12	6	12	5	10	6	17	6	6	10	13	7	12	13	6	15	7	6	11	23	13	18	8	7	8	8
PME et compétitivité	8	11	9	7	10	5	6	9	6	7	9	11	9	7	4	8	9	14	11	6	11	6	10	9	9	11	9	11

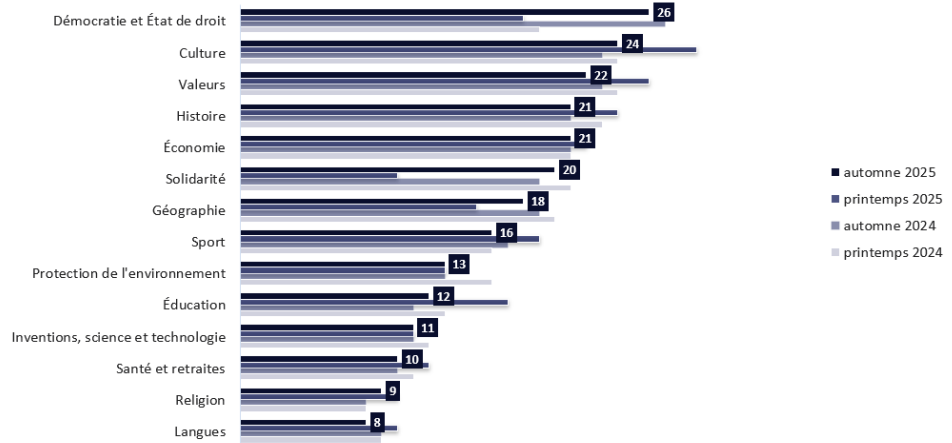
© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

8

Source : Eurobaromètre Ipsos Doxa

Le sentiment d'appartenance à la communauté européenne se construit à travers la démocratie et la culture

Selon vous, parmi les thèmes suivants, lesquels contribuent le plus à créer un sentiment d'appartenance à la communauté européenne chez les citoyens de l'UE ?

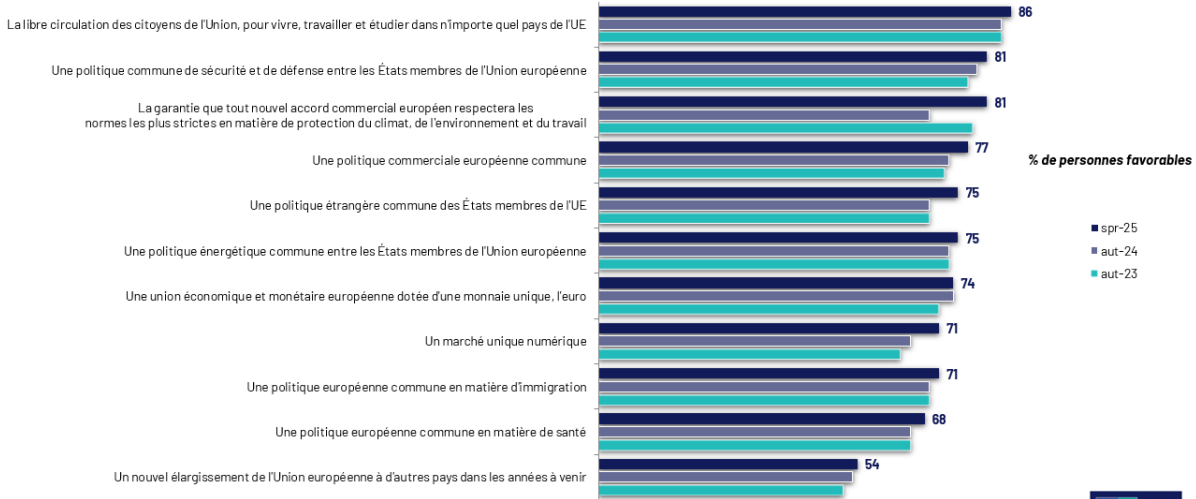


© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

9

Source : Eurobaromètre Réponses multiples possibles (3 réponses maximum) Ipsos Doxa

L'Europe que je souhaite: ce que les citoyens attendent de l'Union européenne



© Ipsos Doxa | Eurobaromètre | Mai 2026 | Public

10

Source : Eurobaromètre
Réponses multiples possibles (3 réponses maximum)

